

CASAS: ACCUEILLIR LES REFUGIES

Créé il y a 13 ans pour accueillir et répondre précisément aux demandes des solliciteurs d'asile qui arrivaient à Strasbourg, le Casas poursuit sa mission d'accompagnement, dans le respect de la dignité humaine et le souci de la qualité de ses interventions : cours de français, aide administrative, différentes informations, orientation... Notre attachement au droit d'asile, nous voulons aujourd'hui le traduire d'une nouvelle manière, en diffusant régulièrement sous le titre "voix de traverses", des informations sur la situation des demandeurs d'asile en France et sur notre travail à leur côté.

Voies de traverses, itinéraires bis, pour ces personnes que nous recevons, qui ont dû tout quitter et reprendre ici - souvent difficilement - un nouveau départ. Route parallèle, dans la marge, le parcours du demandeur d'asile, en attente, sans droit au travail, avec pour toutes ressources 1300 F par mois pendant un an, comme suspendu dans ce provisoire qui dure. Voies de traverses, voies humaines, nos chemins d'accompagnateurs, dans la construction patiente d'une relation de confiance et la joie de la rencontre.

Outil d'analyse de notre pratique et de communication régulière avec les personnes qui nous soutiennent, ce bulletin nous donne l'occasion de lier les rencontres, les événements importants qui ont marqué le trimestre et de vous faire part de l'évolution de notre travail. Jurisprudences restrictives, projets de lois, chiffres à la baisse... autant de facteurs extérieurs qui influencent le quotidien du CASAS. Nous n'en demeurons que plus un lieu d'accueil et d'ouverture, dont nous espérons que ces premières "voix de traverses" se feront fidèlement écho.

Vos critiques, vos souhaits et remarques sont les très bienvenus et nous aideront dans la réalisation des numéros à venir.

Yves PARREND, Président
Pascale ADAM, responsable coordinatrice

*OAOA *OAOA *OAOA

CHIFFRES 1995

CASAS, c'est ...

- 375 personnes de 39 pays différents reçues dans nos permanences;
- 50 élèves de 25 pays inscrits dans nos cours, de septembre à juin;
- la cogestion avec le CLAPEST, CARITAS et la CIMADE, d'un foyer pour familles primo-arrivantes en attente d'admission en Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) : 31 familles, dont 45 enfants, hébergées pour un total de 4232 nuits.

CASAS, c'est aussi ...

- Plus de 1300 entretiens d'aide administrative menés en une année;
- 120 heures de travail offertes par semaine par une équipe de 23 personnes (8 professeurs et 15 accompagnateurs administratifs, tous bénévoles), dont 18 à 20 heures de cours de français par semaine, sur les 34 semaines du calendrier scolaire;
- 9 stagiaires accueillis, dont 4 de l'École des Educateurs Spécialisés, et une coordinatrice salariée à plein temps, permanente de l'association.

TAUX DE RECONNAISSANCE DU STATUT DE REFUGIE: A LA BAISSÉ...

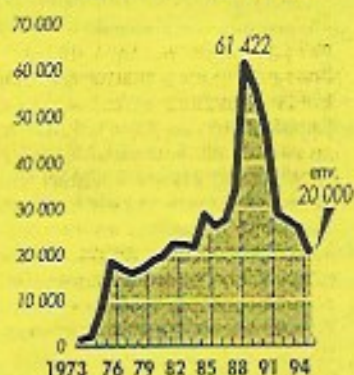
Un article du Monde du 27.02.96, de Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg, montre qu'en 1995 le nombre de candidats au titre de réfugié politique a baissé de 25% et que la proportion de statuts accordée à l'O.F.P.R.A, qui aurait dû en conséquence augmenter, s'est effondrée. En effet, on constate un taux de résultats de 23,65% en 94 et de 11,56% en 95. Il faut de plus considérer que les enfants de réfugiés indochinois qui disposent à leur majorité d'un droit automatique au statut de réfugié totalisent 985 accords. Les zairois, les rwandais et les sri-lankais obtiennent aussi le statut (on en compte 518), mais de grandes difficultés apparaissent pour les Somaliens (7% de résultats), les libériens (0%) et les algériens (0,72%).

Officiellement, on explique la diminution des candidats à l'asile politique par le succès de la lutte contre l'immigration économique, grâce à l'accélération des procédures d'instruction des dossiers par l'O.F.P.R.A. et la suppression de l'autorisation de travail pour les demandeurs d'asile en instance.

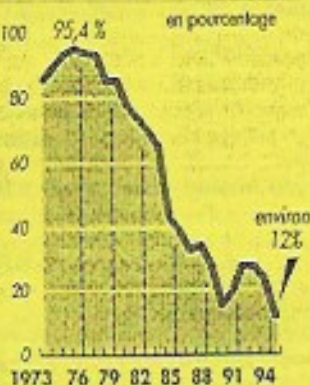
Dans ce cas, les "faux" réfugiés étant ainsi écartés, comment expliquer que le taux d'obtention du droit d'asile soit encore plus bas, alors que, logiquement, il aurait dû s'élever ? Une étude de Lucien Legoux confirme l'existence de mesures administratives opposées à des demandes d'asile juridiquement parfaitement fondées. "Aujourd'hui, l'obsession du "réfugié économique" conduit tout droit à refuser la protection de la France aux ressortissants des pays pauvres, autant dire à tous ceux qui frappent à notre porte. Avec, à terme, la mort du droit d'asile."

Un taux de refus record

NOMBRE DE DEMANDES D'ASILE



PROPORTION DE RECONNAISSANCE



Source : CEBRA

La proportion de reconnaissances annuelles s'applique aux décisions prises et non aux demandes d'asile déposées chaque année, compte tenu des délais d'instruction des dossiers.

Pour ce premier bulletin, nous avons demandé aux personnes inscrites aux cours de français "avancés" de nous faire part d'un élément ayant trait à leur pays d'origine, d'où la diversité de ce qui suit, à l'image de la diversité du groupe.

PRESENTATION DU SRI LANKA,

Par M. Mylvaganam

Le Sri Lanka s'appelait Ceylan jusqu'en 1972. Il se situe au sud-est de l'Inde.

Il y a 17 800 000 habitants, sa capitale est Colombo. La population sri-lankaise est en majorité cinghalaise, les tamouls représentent une minorité (20%), concentrée dans le nord de l'est.

Les religions de ce pays sont :

- bouddhisme (majorité cinghalaise)
- hindouisme (minorité tamoule)
- catholicisme
- protestantisme

Le Sri Lanka est une ancienne colonie du Portugal de 1658 à 1796, de la Hollande de 1796 à 1815 et de la Grande-Bretagne de 1815 à 1948.

Madame Chandrika KUMARATUNGA est présidente depuis 1994, elle est socialiste.

Il y a un conflit entre majorité cinghalaise et minorité tamoule depuis 1948. La guerre civile, qui a débuté en 1983, se poursuit jusqu'à nos jours, et a causé d'innombrables victimes.

உண்மையை சொல்லி
நன்மைகள் வரலாம்
சூக்கர சரல சொல்லி
அனல்

"Si vous dites la vérité, il ne vous arrivera que du bien"

මගේ ජීවිතය මගේ
අතේ

உன் வாழ்க்கை
உன் கையில் உள்ளது

"Ta vie est entre tes mains"

(proverbes sri-lankais, en tamoul et cinghalais)

În tara mea, Românie, din prima zi de Pasti, piaci
la sfîrîitul acestei sãrbãtori, noi ne salutam:

- "Hristos a înviat!"

si raspundem:

- "Adevãrat, a înviat!"

Lucianuș

(Chez nous, en Roumanie, à partir du premier jour de Pâques jusqu'à la fin de cette fête on salue: "Christ est ressuscité" et on répond: "Il est vraiment ressuscité".)



Recette cambodgienne:

SOUPE DE POULET AU CITRON

ស្ករ (ស្ករ) រាវ រាវ (ស្ករ ១២ គីឡូ)

Pour 4 personnes.

- Ingrédients: - 1 cuillère à café de sel
- 1 cuillère à café de sucre
- 1/2 cuillère à café de bithien
- 2 têtes d'ail
- 4 cuisses de poulet
- 1 citron

- ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ
- ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ
- ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ
- ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ
- ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ
- ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ

Ecraser les 2 têtes d'ail, les mélanger avec le sel, le sucre et le bithien. Ajouter le tout dans environ 1,5 litre d'eau bouillante.
Laver soigneusement les cuisses de poulet (enlever la peau si vous le souhaitez), les incorporer dans l'eau avec, soit le jus d'un citron, soit un citron. Laisser cuire à feu modéré jusqu'à cuisson du poulet. Puis sortir les cuisses, les émincer et les réincorporer au bouillon. La soupe est prête.

Conseil: se mange accompagnée de riz parfumé.

- ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ
- ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ
- ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ
- ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ ១២ គីឡូ

Momy

« រាវ រាវ រាវ រាវ រាវ រាវ រាវ រាវ »

Proverbe Cambodgien:

"Le riz dressé est échaudé, le riz courbé donne des fruits"

Tous nos remerciements

à celles et ceux qui ont contribué à la réalisation de ces "voix de traverses" n°1, et notamment aux personnes inscrites dans nos cours, qui ont illustré ce bulletin par leurs écritures.

LIBERIA: là-bas...

(...) "La guerre qui a débuté en décembre 1989, a causé la mort d'environ 150 000 Libériens, et poussé 700 000 personnes à fuir le pays.

Le conflit au Libéria a été marqué par le mépris flagrant des normes humanitaires internationales dont ont fait preuve l'ensemble des belligérants. (...)

Le rapport d'Amnesty International s'appuie sur des informations rassemblées au cours de plusieurs années ainsi que lors d'une visite effectuée au Libéria, et plus récemment en Guinée, pays voisin. (...)

Au début du conflit, les soldats des AFL (Armed Forces of Libéria) ont systématiquement tué les membres des ethnies gio et mano. Ils ont supervisé des actes de torture, des meurtres et des pillages commis à grande échelle. En décembre 1994, à Paynesville (non loin de Monrovia, la capitale), ils auraient massacré, en collaboration avec le LPC (Liberia Peace of Council), plus de 50 civils, dont 28 enfants âgés de moins de dix ans.

En juillet 1994 à Barnabo Beach (district n°4), les combattants du LPC auraient marqué leurs prisonniers avec des machettes chauffées à blanc, les brûlant au troisième degré sur le dos, à l'intérieur des cuisses et à l'aîne. En septembre 1994, ils auraient coupé les doigts et les oreilles du journaliste Albert Mende. Plus récemment, en février 1995, des réfugiés sont arrivés à Buchanan parce que des membres du LPC avaient attaqué leurs villages et menacé de les torturer.

Dans le comté de Lofa, un commandant de l'ULIMO a torturé une femme âgée en lui écrasant la jambe entre deux morceaux de bois. En juin 1995, à Royesville, des affrontements entre factions de l'ULIMO ont fait plusieurs victimes parmi les civils ; les survivants ont été violés et terrorisés. Un an auparavant, trois réfugiés libériens avaient été délibérément et arbitrairement abattus en Guinée par des combattants de l'ULIMO circulant librement à la frontière.

Le NPFL (National Patriotic Front of Libéria) est responsable de milliers d'homicides délibérés de civils. En avril 1995, à Yosi -une région contrôlée par le NPFL mais contestée par le LPC- 62 personnes, parmi lesquelles des femmes et des enfants, ont été rassemblées puis tuées, la plupart à coups de machette. En septembre 1994, des combattants du NPFL ont attaché ensemble au moins 20 hommes, femmes et enfants avant de les jeter dans le fleuve St John au pont de Bahla, près de la ville de Gbainga (comté de Bong) : un grand nombre se sont noyés.

La Force ouest-africaine d'interposition envoyée en 1990 par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), amanté d'un mandat précis et n'a pas toujours fait preuve d'impartialité ; elle aurait elle-même commis des violations des droits fondamentaux. Il est essentiel que son rôle dans le processus de paix ne donne pas lieu à d'autres atteintes aux droits de l'homme.

La mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL), envoyée en 1993 pour surveiller le cessez-le-feu, n'a pas fait preuve de fermeté en matière de défense des droits fondamentaux. La partie de la mission axée sur les droits de l'homme doit maintenant être renforcée pour que le processus de paix traite de ces problèmes primordiaux (...)

Et un an plus tard...

"MONROVIA. Les soldats de la force ouest-africaine d'interposition (Ecomog) ont pu se déployer, samedi 13 et dimanche 14 avril, dans plusieurs quartiers de la capitale du Libéria. Mais les pillages, perpétrés par de très jeunes combattants, se poursuivent, et le ravitaillement des dizaines de milliers de personnes déplacées par les combats de la semaine passée reste très difficile. Sur le plan politique, Charles Taylor, le chef du Front National patriotique du Libéria (NPFL), a maintenu une position intransigeante, exigeant l'arrestation de son rival Roosevelt Johnson. Ce dernier refuse toujours de se rendre et reste retranché dans une caserne de Monrovia, où il détient des centaines d'otages."

extrait du journal le Monde
du mardi 16 avril 1996

... et ici...
être n(i)é quelque part

C'est un homme de 30 ans, il vient du Libéria, Après un an d'attente dans la plus grande précarité, il a reçu une réponse négative à sa demande d'asile. Il n'a plus aucune ressource depuis 3 mois. Il vient de recevoir des autorités préfectorales une invitation à quitter le territoire français dans le délai d'un mois. S'il le souhaite, il peut bénéficier d'une aide sous forme d'un billet d'avion... pour le Libéria, car où aller, avec les dispositions de Schengen? Pourtant il ne peut envisager un retour dans son pays sans craindre pour sa vie.

Dans ce moment crucial, moment de choix et de confrontation avec lui-même face à des perspectives d'avenir, il me disait: "J'en ai assez de me plaindre, d'aller mendier une aide d'un organisme à l'autre. Parfois je me surprends à raconter une fois de plus mes difficultés à un travailleur social et je me déteste. Il y a des jours où je mange une fois, il y a des jours où je ne mange pas, mais j'ai confiance, je sais qu'un jour ça ira mieux. Pour le moment, j'essaie de garder le contrôle, de ne pas suivre de mauvais conseils, on est fragile dans une situation comme la mienne..."

Lors des rencontres qui marquent nos journées au CASAS, il y a des paroles de dignité humaine d'une telle intensité qu'on ne peut que les recevoir, comme une gifle, comme un cadeau.

(En 1995, pas un seul libérien n'a été reconnu réfugié en France.)

Pascale ADAM

RAPPEL: nos horaires d'ouverture

Mardi 9.30 à 12 H et

Jeudi 14 à 17 H:

permanences d'accueil et d'information

Jeudi 9 à 12 H:

permanence administrative (dossiers OFPRA, recours...)

Possibilité de prendre rendez-vous en dehors des permanences (tel 88 25 13 03)

Cours de français:

pour les débutants, horaires disponibles à CASAS

pour les avancés, cours tous les matins sauf le jeudi, de 9.30 à 11.30.

Moment convivial:

jeudi, de 14 à 16 H

Distribution du courrier:

jeudi matin et vendredi de 14 à 15 H.



MOMENT CONVIVAL:

POUR PARTAGER, ECHANGER DES IDEES,
AUTOUR D'UN THE OU D'UN CAFE...

L'Assemblée Générale du CASAS aura lieu le

19 juin 96, dès 18h

(le lieu reste encore à définir).

Au cours de la deuxième partie de la soirée, M. Peter LEUPRECHT, Secrétaire Adjoint du Conseil de l'Europe, interviendra sur le thème: "Droits de l'homme, droit d'asile".

+++++

Les jurisprudences actuelles de l'OFPRA et de la Commission des Recours des Réfugiés restreignent le bénéfice du statut de réfugié aux seules personnes craignant des persécutions émanant des autorités de leur pays. Cela exclut plus de 99% des Algériens (craignant majoritairement le FIS) et des Somaliens (aucune autorité n'étant officiellement reconnue dans leur pays, où règne "un climat d'anarchie généralisée" d'après les propres termes de la Commission des Recours).

Le CASAS commence, en lien avec d'autres associations et des avocats parisiens, à aider les personnes déboutées dans ce cadre à déposer des demandes d'aide juridictionnelle devant le Conseil de l'Etat, afin de faire évoluer positivement les jurisprudences restrictives.

CASAS
Maison Georges Casalis
13 quai Saint-Nicolas
67000 STRASBOURG
tel. 88 25 13 03